

bretagne action

où va l'agriculture bretonne ?

**REPONSE AU
RAPPORT VEDEL**

le nouveau disque
KATELL
DIT
GLENMOR
est sorti

ce peuple est fou
aux sans dieu
la demeure est close
sables et dunes

Melezour Breizh, office de Documentation et d'Etudes de l'Histoire de Bretagne et Celtique par le livre, le disque, la conférence présente sa première édition :

BREIZH
VISIONS D'HISTOIRE

une réalisation de Xavier-V. Haas et Herry Caouissin

Des textes d'Alain Bouchard, Dom Lobineau, Bertrand d'Argentré, Albert Le Grand, Pierre-Chevalier, Herry de la Villemarqué, François-Marie Luzel, Louis Tiercelin, Arthur Lemoyne de la Borderie, Camille Le Mercier d'Erm, Jakez Riou ... accompagnent 24 compositions inédites du regretté maître graveur Xavier-V. Haas :

Arthur - Les Emigrants - Judikael - Morvan Lez Breizh - La Victoire de Ballon - Nominœ - Salaun Le Grand - L'Exode - Yann Landevenneg - Alain Barbe - Torte - Alain Fergent et Ermengarde - Arthur de Bretagne - Yves de Vérité - Jeanne La Flamme - Jean IV le Conquérant - Jean V le Magnifique - Les Imagers - Le Désastre de Saint-Aubin-du-Cormier - Anne de Bretagne - Le Balp - Pontcallec - Cadoudal - Les Mobilisés de Conlie - Breizh Da Viken !

Cet album tiré sur beau papier, d'une présentation originale, à paraître au début de décembre 1969, est exclusivement réservé aux souscripteurs. Tirage limité, hors commerce :

Edition demi-luxe, non numérotée, (frais d'envoi compris) : 20 F.

Edition de luxe, numérotée de 1 à 500 (frais d'envoi compris) : 25 F.

Format de l'ouvrage 21 x 27, 56 pages reliées par un cordonnet.

Tirage en 2 couleurs. Planches 14 x 20. Couverture illustrée.

Melezour Breizh
55, rue La Fontaine
92 - Fontenay aux roses

animateur culturel:
Ronan GAERLEON

BREIZH

visions d'histoire

par Xavier-V. Haas
et Herry Caouissin

NOTRE REFUS

Nous sommes à la veille de l'un des plus vastes bouleversements de la pensée que le monde ait connu. Deux idéologies semblent se partager l'univers : le libéralisme et le marxisme. Déjà, sans heurts, insensiblement, le libéralisme a disparu de la pensée et de la vie des sociétés qui prétendaient fonder leur légitimité sur ces principes.

Si le mot de démocratie figure encore dans toutes les bouches officielles, l'idée s'en est échappée. C'est en France, vieux pays en état de crise, que l'on est le mieux à même de l'observer. Y a-t-il aujourd'hui meilleure plaisanterie que d'évoquer les principes démocratiques ? Les technocrates et les financiers qui sont nos maîtres, pénétrés de leur supériorité et de leur toute puissance n'ont que mépris pour ce qui leur est étranger.

Les grands ancêtres sont loin. La vie s'est chargée de détruire la substance d'une idéologie creuse dont il ne reste plus qu'un seul aspect : le paravent de vastes appétits et de puissants privilégiés.

Le marxisme lui, semble autrement solide. Non seulement il domine des centaines de millions d'hommes, mais il pénètre puissamment les sociétés qui refusent encore ses servitudes. La presse la plus "bourgeoise" d'Europe reprend à l'envie tous les vieux poncifs du marxisme, modelant l'opinion sur leurs schémas. La puissance de l'Armée Rouge et les cosmonautes sont des arguments propres à maintenir le grand nombre dans l'admiration des théories marxistes.

Il en va tout autrement chez les éléments dirigeants. Et cela est primordial car il n'y a plus d'Eglise si les prêtres perdent la foi. La valeur scientifique du marxisme est mise en cause, or c'est toucher à l'essentiel puisque le marxisme se définit comme une science et non comme une idée. Le marxisme est un moyen de connaissance qui permet aux Russes et aux Chinois de donner des interprétations exactement opposées d'un même phénomène. Le marxisme est une science, paraît-il, mais dont les formules sont des dogmes que vient contredire la réalité.

Comment expliquer en langage marxiste que Staline ait pu, par sa seule volonté, faire dévier la Russie soviétique de l'évolution historique qui aurait dû être la sienne ? Comment expliquer que ce soient les enfants élevés dans le communisme et choyés par lui qui se soient révoltés à Budapest en 1956 ? Comment expliquer qu'en août 1968 les blindés soviétiques aient éprouvé le besoin de mettre un terme au "printemps de Prague" dont les promoteurs voulaient instaurer un "socialisme à visage humain" ? Comment expliquer l'échec complet de la politique agricole et l'opposition permanente des vaches et du blé à la collectivisation ? Comment expliquer, 40 ans après la révolution, le retour à la loi du marché en Union Soviétique ? Comment expliquer que l'unique science marxiste puisse donner naissance à deux interprétations qui s'opposent et se condamnent ?

Comment ? Certes pas avec les critères marxistes, ils n'y survivent pas. Par contre une critique positive permet de répondre. Staline, après Lénine, est la démonstration que la volonté de l'homme peut transformer les sociétés et forger l'histoire. Les jeunes ouvriers hongrois ont répondu au vieil appel de leur sang et de leur terre, bien plus puissant que le superficiel vernis marxiste. L'existence a eu le pas sur la foi des marxistes, ils ont bâti certes, mais un monde que leur prophète n'avait pas prévu et qu'il aurait condamné. Malgré une main de fer on ne contraint pas les besoins essentiels de l'homme, l'économie soviétique dut-elle en être transformée. Au-delà de l'universalisme marxiste il y a deux réalités beaucoup plus profondes : la Russie et la Chine, des Européens et des Asiatiques.

Si nous abandonnons un instant la myopie quotidienne pour prendre les yeux de l'histoire, nous voyons s'effondrer la pensée marxiste après la pensée libérale. C'est là que se place la philosophie des peuples d'Europe.

Il y a matière à réflexion pour le Mouvement breton. Si autrefois, on y était volontiers réactionnaire, aujourd'hui toutes les idéologies en vogue y fleurissent. L'emsaver 1969 aime se dire "démocrate", mieux encore "marxiste" (hors de ladite Eglise point de salut). Les idées politiques, comme les moeurs, obéissent à une mode qu'imposent les grands moyens d'information (presse, radio, télé, ...). Le marxisme a subi dans les pays où il a été appliqué le plus cruel des démentis : les faits. Mais qu'importe, cela n'est pas fait pour arrêter les nouveaux religieux bretons, tout imprégnés du zèle des néophytes.

L'autre attitude qui consiste à se proclamer "nationaliste breton" n'est pas suffisante. La majorité des adeptes de cette étiquette passe-partout est bien souvent incapable d'en donner la signification ; tout au plus peut-on parler de "Bretagne libre". Il ne faut pas de doctrine, paraît-il. Comme si sans elle, Lénine aurait prendre le pouvoir.

Pour vaincre nous avons besoin d'un ensemble doctrinal suffisamment élaboré pour apporter une réponse globale aux défis que nous lance le XXI^e siècle. Tant que cette lacune ne sera pas comblée, il n'y a pas d'explication politique possible. Et sans les moyens de convaincre, nous ne pouvons pas espérer entraîner le peuple breton à nos côtés.

ECHOS - BZH

BREST : dix jours après l'inauguration par M. Zorine, ambassadeur d'URSS en France, d'un square Youri Gagarine, des étudiants brestois ont rebaptisé le square "Jan Palach". On se souvient que ce jeune Pragois s'était suicidé par le feu lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques. Tchécoslovaquie = colonie.

RENNES : le 15 novembre, les Rennais ont pu applaudir à la salle omni-sports, au cours d'un gala de catch, "les Celtes", "première équipe de la régionalisation" (dixit les affiches). Ces deux sympathiques catcheurs bretons portent le triskell sur leur veste et se présentent sur le ring précédés de sonneurs de biniou. Les téléspectateurs ont déjà eu l'occasion de les voir sur le petit écran.

HENNEBONT : les automobilistes qui se rendent de Languidic à Hennebont ne peuvent s'empêcher d'avoir le coeur serré. En effet, on abat en ce moment 1400 magnifiques peupliers qui longent le cours du Blavet sur 15 kilomètres. La SEITA va les transformer en allumettes ... Toutes les interventions faites pour essayer d'arrêter le massacre ont échoué. Ces arbres appartiennent aux Domaines et ont été vendus à la SEITA. Comme l'on sait, la Seita est un monopole d'Etat. Et pendant ce temps nos maîtres et leurs valets en chapeau rond nous rebattent les oreilles avec le fameux "Parc d'Armorique", destiné à la protection de la nature de "la belle province bretonne" (sic) et créé grâce à l'action généreuse, clairvoyante et courageuse de l'Etat français ...

REDON : les semaines passées, on a vu apparaître sur les murs des inscriptions à la peinture, telles que "des sous aux plus défavorisés", "travailleur = citron pressé". Il est indiscutable que dans cette région de Bretagne particulièrement déshéritée, ces slogans prennent une résonance particulière.

NANTES : alors qu'il était venu dans "l'ouest" pour procéder à une remise de diplômes à des anciens combattants, M. Olivier Guichard, actuel ministre de l'Education Nationale s'est vu entourer, à l'issue de la cérémonie, par un groupe de jeunes agriculteurs qui l'invitèrent à se rendre compte sur place de la situation de l'agriculteur breton. La discussion dura près d'une heure dans une ferme jusqu'à ce que des gardes mobiles viennent "libérer" Monsieur le Ministre de l'Education Nationale. M. Olivier Guichard n'a pas apprécié la plaisanterie, trois responsables syndicaux ont été arrêtés et condamnés à deux mois de prison ferme. Ils sont actuellement à la Maison d'Arrêt de Rennes. Dire que des insatisfaits se plaignent de la lenteur de la justice...

DOUARNENEZ : nous signalons à nos lecteurs qui désireraient apprendre la langue bretonne l'existence de SKOL OBER (30 rue Victor Hugo, 295 - Douarnenez). Ce cours privé d'enseignement du breton par correspondance est entièrement gratuit.

BREST : des travailleurs de la société THOMSON-CSF se sont mis en grève le 14 novembre "jusqu'à règlement suffisant des désaccords avec la direction". Les grévistes réclament notamment la parité des salaires avec ceux pratiqués par les usines du groupe dans la région parisienne.

LORIENT : répondant au désir de M. Michel Debré, Ministre de la Défense Nationale, de traquer impitoyablement le gaspillage, le Chef d'Etat-Major de la Marine a décidé de supprimer le bagad de Lann-Bihoué. La politique d'austérité porte ses fruits. Souhaitons que ses effets se fassent aussi sentir au polygone atomique de Polynésie.

GINGAMP : M. Edouard Ollivro, député-maire de Guingamp et pompidoliste de fraîche date, vient de déclarer à propos du "Plan breton" : "ce plan est donc un constat; il s'accompagne en même temps d'un programme, des chiffres et des dates sont données. L'exigence est que dates et chiffres soient respectées; il ne faut plus de promesses, mais un contrat solennel sur lequel il n'y ait désormais aucun doute dans les esprits, car jusqu'ici, il y avait doute". Voilà un mâle langage. Le Célib, il y a plusieurs années, lui aussi, tenaient des propos de ce genre ...

L'AGRICULTURE BRETONNE FACE AU PLAN VEDEL

L'impératif fondamental de la Bretagne est d'arrêter l'émigration et de garder sa population : pour cela il faut créer de nouveaux emplois. Le développement des effectifs du secteur secondaire, grâce à des implantations industrielles, doit permettre d'atteindre cet objectif. Cette idée, maintenant bien connue, a été développée à maintes reprises par la presse bretonne.

Si la Bretagne doit accomplir sa révolution industrielle, il n'y a aucune raison pour qu'elle sacrifie ou même néglige ses activités agricoles qui bien conduites devraient constituer un facteur de richesse important. Or il en va différemment. Les mois passés, ce sujet épineux qu'est l'agriculture bretonne a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Tour à tour, le Plan Mansholt, le rapport Duhamel, les déclarations de Jacques Duhamel ont alarmé la paysannerie bretonne.

VERS UN SYNDICAT AGRICOLE BRETON ?

Il faut d'abord démolir un mythe que la presse bien pensante et les milieux gouvernementaux entretiennent : l'agriculture française. Il n'existe pas UNE agriculture hexagonale, mais des agricultures REGIONALES. Dans ces conditions, il est curieux de voir que l'on prétende guérir des maux différents avec les mêmes remèdes. La solution réside donc dans une "régionalisation" de l'agriculture française (si tant est que certaines régions soient françaises !).

En effet qu'y-a-t-il de commun entre l'entreprise agricole de 200 ou 300 hectares que l'on trouve dans la Beauce ou la Picardie et la petite exploitation bretonne qui ne dépasse pas le plus souvent 15 ha. Le céréalier beauceron et le betteravier picard pratiquent une agriculture industrielle sans rapport avec la polyculture du bocage breton. Fréquemment le mode d'appropriation de ces grandes entreprises est de type capitaliste (la terre devient un bien de production comme les autres), alors que l'exploitation familiale est la règle en Bretagne. Nous rencontrons donc, non seulement dans l'hexagone mais encore dans l'ensemble de l'Europe, deux agricultures bien différenciées, aux intérêts diamétralement opposés. Certains parlent d'agriculture "riche" et d'agriculture "pauvre".

On est en droit de se demander ce que font les paysans bretons à la FNSEA (syndicat agricole unique) toute entière sous la coupe des gros céréaliers et betteraviers qui y occupent les postes de direction. Inutile de dire que, dans ces conditions, leurs intérêts passent en premier; l'agriculteur breton servant seulement "d'infanterie" pour les manifestations (elles deviennent rituelles) qui serviront à obtenir de nouvelles subventions de l'Etat français. Il va de soi que les revendications présentées au gouvernement tiennent le plus grand compte des desiderata de la grande agriculture qui est toujours bénéficiaire des avantages accordés. Alors que le paysan breton, vu sa faible productivité, ne verra guère sa situation s'améliorer.

Cette politique de mendicité, qui est devenue une habitude et qui ne sert qu'à obtenir des miettes, ne résoud rien puisque le problème agricole breton n'est pas posé globalement. Les responsables bretons de la FNSEA, obnubilés par

Paris, se gardent bien de remettre en cause le statut actuel, de peur de voir la sacro-sainte unité éclater (I). Le problème est donc de savoir si les syndicalistes agricoles bretons sont capables de prendre leurs responsabilités et de rompre avec l'état-major parisien. Là aussi, le caractère breton aidant, si on parle beaucoup de rupture dans les réunions, on se garde bien de la provoquer. Tant que les paysans bretons n'auront pas pris conscience du fait breton, il est à craindre qu'ils ne demeurent à la remorque des grands propriétaires français qui tirent les ficelles de la FNSEA pour leur plus grand profit. On peut aussi redouter la formation d'un syndicat agricole de "l'ouest" où les problèmes et les intérêts bretons se trouveraient une nouvelle fois noyés.

DES COOPERATIVES AGRICOLES "MIXTES"

Il ne faut pas oublier en effet que, si notre pays possède de puissantes coopératives typiquement bretonnes, (par exemple la coopérative de Landerneau, (2) plusieurs sont "mixtes". Il en est ainsi pour la coopérative de Pontmain (Mayenne) dont l'activité s'exerce à la fois sur le Maine et la Bretagne. De même la CANA d'Ancenis (Loire-Atlantique) déborde largement sur l'Anjou.

L'AGRICULTURE BRETONNE FACE AU MARCHÉ COMMUN

L'Europe verte fut présentée aux paysans bretons comme la solution miracle. En fait l'application du Traité de Rome n'a rien changé, certains vont même jusqu'à dire que la situation s'est aggravée. Si l'agriculture bretonne dépérit dans une France centralisée, il n'y a aucune raison pour qu'elle revive dans cette caricature d'Europe qu'est le Marché Commun. Les technocrates bruxellois possèdent la même tournure d'esprit que leurs homologues parisiens. Et dans les choix économiques que formulent les uns et les autres, la Bretagne est condamnée. En application de l'axiome du libéralisme économique "produite et consommé", toute activité jugée insuffisamment rentable doit cesser. C'est le cas de l'agriculture bretonne. Objectivement si l'on considère les chiffres, la part que représente l'agriculture bretonne dans l'économie européenne est absolument insuffisante. Il serait dangereux de laisser cet état de choses se prolonger. Prenons exemple sur certains pays européens qui possèdent une agriculture prospère (Danemark, Pays-Bas, ...).

LE RAPPORT VEDEL

Ce fruit des réflexions du Doyen Védél prévoit la disparition de cinq agriculteurs sur six. Ce qui revient à dire que la Bretagne sera vidée définitivement de sa population. Les touristes et les retraités remplaceront les travailleurs de la terre et de la mer (3).

Cet éminent universitaire a oublié de considérer que si l'agriculture bretonne était un fardeau actuellement, peut-être pourrait-elle accéder à la rentabilité si le cadre venait à changer. Par exemple si l'on supprimait le carcan centralisateur qui étouffe la Bretagne et qui consiste à vouloir tout régir de Paris.

PROPOSITIONS

Prétendre maintenir à tout prix les structures actuelles de l'agriculture bretonne est utopique. Pourtant telle est l'attitude du MODEF, volontiers démagogique, qui défend inconditionnellement la petite exploitation même lorsqu'elle n'est pas viable. Si l'exploitation familiale doit demeurer la cellule de base de l'agriculture bretonne, certaines fermes - parce que trop petites - doivent disparaître.

L'agriculteur breton doit apprendre à se comporter en chef d'entreprise et pouvoir assumer ses responsabilités. Il doit savoir que la notion de risque est inhérente à la qualité de chef d'entreprise. Or actuellement les Jeunes Agriculteurs rêvent d'une agriculture "fonctionnarisée". Ce faisant, ils perdent de vue certaines notions élémentaires et émettent des revendications comparables à celles que peuvent émettre les salariés de Citroën (salaire minimum, horaire fixe, etc...). Une entreprise n'est pas forcément rentable dès sa création; son

chef doit souvent attendre plusieurs années avant de voir ses investissements et son travail rémunérés. En ce moment, on parle beaucoup d'agriculture de groupe, procédé qui pourrait délivrer le paysan de certaines servitudes. Mais si chacun des participants réclame, dès la mise sur pied du GAEC, un salaire fixe, la tentative court à l'échec.

L'après-guerre a vu les agriculteurs faire des efforts d'équipement. Malheureusement les investissements ont été souvent inconsidérés, sans analyse préalable des besoins objectifs. Il y a quelques années; le tracteur est devenu la panacée; chacun voulait posséder le sien sans se préoccuper du facteur rentabilité. L'important était d'en posséder un plus gros que celui du voisin. Si bien qu'au bout de cinq ans, lorsqu'il fallait le remplacer, il n'était pas amorti. Ces achats de "prestige" doivent cesser. La création de nouvelles coopératives d'utilisation de matériel agricole et le développement des entreprises agricoles devraient permettre au paysan d'utiliser du matériel moderne sans s'endetter exagérément.

On a trop souvent dit et les jeunes agriculteurs ont maintenant trop tendance à le croire qu'il n'y avait plus place que pour les grandes exploitations. Si cela est vrai dans certaines régions où la configuration du terrain s'y prête en Bretagne c'est une hérésie. Dès maintenant on peut en avoir un aperçu avec l'arasement des haies qui tourne à la catastrophe dans certains endroits. On cite l'exemple de récoltes de primeurs qui ont été détruites sur pied, la température ayant baissé de 5°. Sur la côte les cultures ne sont plus protégées du vent. Si le regroupement des parcelles est une bonne chose en soi, l'arasement systématique des talus est une grave erreur. Ce que les bureaucrates parisiens n'ont pas vu c'est que les haies correspondaient à un besoin.

L'avenir de l'agriculture bretonne est dans des cultures diversifiées, spécialisées, voire délicates, menées d'une manière intensive. Ce qui peut très bien se concevoir dans des exploitations disposant d'une surface restreinte. Ces genres de culture exigeant une main d'oeuvre nombreuse, elles aideraient à freiner l'émigration. Elles pourraient également avoir un effet d'entraînement sur l'industrie locale puisqu'elles nécessiteraient la création de conserveries. Ce sont là des activités qui pourraient être lancées rapidement puisque nous disposons d'un excédent constant de main d'oeuvre agricole. Cette dernière étant bon marché, elles permettraient à nos produits d'être compétitifs sur le marché européen. La Sica de Saint Pol de Léon, ainsi que le GMR de Rennes, ont compris la nécessité d'évoluer dans cette direction où les grands agriculteurs de la région parisienne et du nord auront du mal à s'engager.

A la quantité, chère à notre "société de consommation", le paysan breton pourrait opposer la qualité. Des labels appropriés protégeant ses productions, les différences de prix se trouveraient justifiées.

Dans un autre domaine, la lecture de la grande presse nous apprend que l'Europe manque de viande (boeuf, mouton, porc,...). Or si nous examinons une coupe de la Bretagne, nous constatons que les vallons succèdent aux vallons; puisqu'elle est fortement arrosée, il ne serait pas impossible de créer des réserves d'eau en construisant de petits barrages. Les prairies situées en aval pourraient être humidifiées en toute saison et permettraient de pratiquer un élevage intensif dans les meilleures conditions. Ce serait faire une utilisation intelligente du climat breton.

Nous sommes assez réalistes pour savoir que changer la situation actuelle est impossible tant que les anciennes générations continueront à diriger les exploitations agricoles.

Seuls les jeunes peuvent acquérir une nouvelle mentalité et subir une formation, soit dans des collèges; soit dans des lycées agricoles, qui leur permette d'échapper aux méthodes périmées et de sortir des sentiers battus. Ils doivent devenir des entrepreneurs capables de tenir une comptabilité et de voir lorsqu'une gestion est saine ou pas. Dès maintenant une information raisonnée auprès des jeunes paysans bretons pourrait leur apporter les éléments de réflexion que la trop fameuse routine héritée des générations précédentes leur empêche de percevoir. Ces conseils ne seraient pas toujours mal accueillis car les jeunes prennent de plus en plus conscience que la sclérose et l'immobilisme de leurs aînés les ont amené au bord du précipice.

Encore faudrait-il qu'il existât un organisme, à l'échelon Bretagne, ayant

pouvoir coercitif pour imposer le renouvellement des méthodes. Les actuelles coopératives ou sica n'ont qu'une influence locale. Cet organisme pourrait aussi se charger du redoutable problème des débouchés, question qui dépasse de loin le simple producteur. Ayant une taille suffisante et une représentativité incontestée, cet office pourrait passer des contrats de production avec des chaînes de distribution européennes. Ce procédé, déjà employé, présente l'avantage de supprimer les aléas de la fluctuation des cours. Les quantités et les prix sont garantis.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans l'Europe de l'an 2000, le paysan breton a sa place. En effet, d'ici 1985, la population urbaine va doubler, le pouvoir d'achat de même; c'est-à-dire que quantitativement et qualitativement, le marché alimentaire est très ouvert. L'agriculture bretonne aura-t-elle le dynamisme suffisant pour présenter des produits compétitifs et variés capables de plaire au consommateur? Il est vrai que l'absence de monnaie européenne unique constitue un handicap et gêne les échanges.

Sans doute manque-t-il au plus grand nombre une vue globale du problème agricole breton auquel seul un véritable "Plan de développement" pourrait apporter une solution. Sans doute s'agit-il d'un vœux pieux que seul un Pouvoir breton pourrait transformer en réalité. En attendant ce n'est pas la politique au jour le jour de Jacques Duhamel qui résoudra les difficultés du paysan breton, même s'il continue à bénéficier de subventions anarchiques, voire contradictoires; hier pour supprimer les pommiers, aujourd'hui pour abattre les vaches, demain pour construire des pare-vents et après-demain pour élever des veaux.

De même il est anormal que des "excédents" soient jetés par les producteurs à la décharge publique pour ne pas "casser le marché", alors que si l'on avait la volonté de sauter les intermédiaires parasites et d'organiser la commercialisation, ils trouveraient certainement acquéreurs. Il serait édifiant d'avoir l'opinion des travailleurs des villes sur cette question.

DE L'AGRICOLE AU POLITIQUE

Selon le mot d'Yvon Bourges, si "le Breton est un emmerdeur, il vote bien". Cette formule s'applique particulièrement à l'agriculteur breton. Périodiquement il barre les routes, coupe les lignes téléphoniques, se livre à de violentes manifestations qui tournent à l'émeute. Mais dès le lendemain -rentré chez lui- il a tout oublié. Il s'empressera à la première élection qui se présentera d'apporter son suffrage au gouvernement en place (pourvu qu'il soit conservateur) comme si rien n'était.

C'est ainsi que l'électorat rural breton a été un des plus fermes soutiens du gaullisme; aujourd'hui du pompidolisme.

Cette absence de logique l'amène à voter pour des politiciens parachutés de Paris (Cointat, Dienesch, Marcellin, Michelet,...) ou des vieilles croutes locales (Pleven, Laudrin, Renouard,...) qui se préoccupent peu de leur circonscription mais beaucoup plus de leurs ambitions ministérielles.

Quant aux responsables syndicaux, soucieux de respecter les règles du jeu démocratique, ils piétinent dans l'antichambre des ministres successifs de l'agriculture. C'est une habitude que l'on acquiert rapidement; les gens bien élevés respectent les formes. Jacques Duhamel se doucie aucunement du sort de l'agriculteur breton, tout au plus lui donne-t-il un os à ronger lorsque ce dernier devient trop bruyant. Aujourd'hui à l'agriculture, à la prochaine valse ministérielle, on retrouvera Duhamel aux finances, à moins que ce ne soit à l'intérieur.

En attendant de jeunes technocrates complètement coupés et des réalités bretonnes et des réalités agricoles ont pondu une étude, baptisée rapport Védel, dont le ministre de l'agriculture a déclaré avoir fait son livre de chevet.

- (1) une première atteinte a été portée à l'unité syndicale avec la création du Modef, courroie de transmission du PCF. Cette organisation connaît une certaine audience dans quelques régions de Bretagne.
- (2) L'importance sans cesse grandissante que prend la coopérative de Landerneau dans de nombreux secteurs peut amener certaines de ses activités à passer sous contrôle de capitaux étrangers. C'est le sort qui guette le plus souvent les entreprises bretonnes qui atteignent une certaine taille. L'une des filiales de la coopérative de Landerneau, la Caisse fédérale bretonne de Crédit mutuel vient de créer avec la Banque de l'Union européenne un groupement d'intérêt économique.
- (3) "Disons donc carrément ce qu'est le tourisme : une activité parfaitement honorable mais qui en aucun cas ne peut se substituer aux autres; et surtout pas en Bretagne, où elle sera de plus en plus menacée par l'extension des voyages et le goût croissant pour l'étranger et les pays du soleil. Le tourisme est la maigre richesse des pauvres, l'aumône qu'on fait à une "région"... Un pays adulte considère le tourisme comme un appoint et bâtit sa prospérité sur des activités continues".
(Morvan Lebesque in "Le Peuple Breton" n° 58)

FNSEA : fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles GMR : groupement maraîcher rennais
 GAEC : groupe d'agriculture en commun SICA : sociétés d'intérêt collectif agricole
 CAB : coopérative des agriculteurs de Bretagne, plus connue sous le nom de coopérative de Landerneau
 CANA : coopérative agricole La Noëlle d'Ancenis CDJA : centre départemental des jeunes agriculteurs

Nous renvoyons nos lecteurs plus particulièrement intéressés par le mouvement coopératif agricole breton à la remarquable étude parue dans "Le Peuple Breton" (n° 54, 55, 56, 57, 59, 60, 61 et 67) sous la signature de C. Canevet.

N.D.L.R. : notre collaborateur n'a pas la prétention d'apporter des vues définitives sur le problème agricole breton. Tout au plus présente-t-il une thèse; certains de nos lecteurs se chargeront certainement de présenter l'antithèse. Le débat est ouvert.

ar blenier

O lenn war A.B.K. ar pennadoù troet diwar Istor Breizh La Borderie, a denn da aloubidigezh ar vro gant an Normanded ez oun chomet doaniet meur a wech dirak doare monstrus an darvoud : ne dlee ket brezelourien Odin bezañ ouzhpenn 50 000 ha moarvat ne oant ket kementzoken. Daoust da se, e teujent a benn da ledan poblans Breizh, kadourien hag all, dindan o zreid. Hogos evel ma reas conquistadores Spagn e Méjico, Peru, h. a. Penaos Kompren e voe faezet Breizhiz derou an Xvet kantvec ken aes hag Aztekiz hag Incañz ? hag i koulskoude kalz gouestoc'h da zerc'hel penn d'o enebourien peogwir e stourment gant an hevelep armoù?

Evidoun n'eus nemet ur respont : an diouer ac'hkedig, a benn. Henvel eo atav ar gudenn : n'eo ket evel ma lavar ar varxourien diboeller, an "tolpadoù", an astud, hag a ra an istor, hogen ar dud veurhag i hepken rak n'eus nemeto evit Krouin, evit kakaat da vezañ ar pezh na vije ket paneveto. En degouezh a venegen, penngadour talvoudus ebet, hogen strolladoù tud abañha divarrek hep renerezh, ne menec'h chalet hepken gant askern o "sent" (e giz m'en dije dilerc'hioù dan - vezel ur boud en deus en em zisc'hraet diouto muioc'h a dalvoudegezh eget dilhad kozh dilezet da vat); uhelidi mat da netra, setu. Pa zeuas unan en diwezh, kem - mañ a reas an traoù avat.

Hiziv an deizh ec'h arvestomp ar memes stad reuzeudik : daoust d'ar mare ha d'an aergelc'h a du, pilpasañ a ra an "Emsav". Penn gwirion ebet. La Rouerie ebet, blenerien politikel ebet par da Fanch Debauvais hag O.M., hor stourmer kozh didrec'hus atav sounn war an dachenn.

Peur e teuio an Arzhur tonket deomp a gemero etre e zacuarn kleze an Trec'h?

R I E C

13A 15

LE 15 DECEMBRE

LU A PARIS

Il est inutile de mettre l'accent sur le caractère dramatique de la situation économique bretonne; pour pouvoir dire que tout va bien il faut être ou un menteur, ou un imbécile ou d'une naïveté et d'une ignorance qui dépasse les bornes.

BREIZ (n° 139, septembre 1969)

On ne compte plus les entreprises bretonnes de toutes les tailles qui ont fait les frais du mouvement de concentration qui secoue l'économie européenne. La rationalité économique (vue de Paris ou de Bruxelles) veut que les regroupements s'effectuent dans l'Europe "riche" où les technocrates rassemblent capitaux, main d'oeuvre et organes de direction.

Le démantèlement de l'économie bretonne ne prend pas de vacances. Milieu septembre quelques lignes dans "Ouest-France" nous apprenaient que la direction de LU-BRUN avait informé le Comité d'établissement de son intention de quitter Nantes pour s'installer dans la région parisienne en mai 1970.

Cette décision est la conséquence logique de la constitution en 1960 d'un groupe biscuitier, leader de sa branche, par Lu (Nantes), Saint-Sauveur (Lorient), Brun (Grenoble), Magdeleine (Granville), Rem (Reims) et Les Trois Chatons (Charleville). Patrick Lefèvre-Utile, P.D.G. de Lu, devenait P.D.G. du nouveau groupe dont le siège social et la direction s'installaient quai Baco à Nantes. Or il y a plusieurs mois, André Forgeot, directeur général de Brun, était élu PDG du groupe. La mise sur la touche de Patrick Lefèvre-Utile allait être rapidement suivie de décisions nocives pour la métropole bretonne. La rationalité économique et le souci d'efficacité ont une nouvelle fois joué en notre défaveur : le nouveau PDG a voulu regrouper les organes de direction de LU-BRUN jusqu'alors dispersés à travers l'hexagone. "La dispersion géographique des directions de la société est apparue très préjudiciable à l'engagement des hommes et à la rentabilité de l'entreprise" devait déclarer André Forgeot au Comité d'établissement. La compétitivité et l'agressivité commerciale obligent le chef d'entreprise à tenir le plus grand compte des frais généraux qui grèvent les coûts de production. Il est évident que la Bretagne est excentrée et qu'installer à Nantes la direction d'un groupe hexagonal crée des dépenses supplémentaires (en particulier dans le domaine des transports), "inadmissibles" pour un gestionnaire rigoureux.

Un cabinet américain de conseil en organisation, consulté par LU-BRUN, indique le sud de Paris comme lieu d'implantation idéal (la plus grande partie de la clientèle du groupe se trouve dans la région parisienne). Le siège social s'installera à Athis-Mons ainsi que toutes les fonctions de direction (service commercial, publicité, comptabilité, ...). L'ordinateur Ibm 360 qui était l'orgueil de Lu sera du déménagement. 265 salariés (cadres et employés) devront soit aller travailler au nouveau siège parisien soit chercher du travail ailleurs. L'usine nantaise deviendra alors une simple unité de production dépendant d'un centre de décision situé hors de Bretagne.

Les esprits chagrins font remarquer qu'en 1967 le trust alimentaire américain General Mills a mis la main sur BN. Puisque LU et BN recherchaient chacun un partenaire pour atteindre la taille européenne, on peut logiquement penser que leur fusion aurait permis d'atteindre cet objectif. La direction serait alors restée à Nantes et des problèmes de transfert de main d'oeuvre hors de Bretagne ne se poseraient pas maintenant. Malheureusement la traditionnelle rivalité qui opposait ces deux entreprises a empêché l'opération - à laquelle certains songeaient depuis 1960 - de se réaliser. Ces deux sociétés à capital, à l'époque, exclusivement familial ne purent s'accorder à cause de l'hostilité ancestrale que se manifestaient les deux familles. BN préféra passer sous contrôle américain plutôt que de s'entendre avec LU. L'année suivante LU s'associa avec BRUN.

Cette façon de penser et d'agir, désastreuse pour les intérêts bretons, est caractéristique d'une certaine mentalité sclérosée très XIX^e siècle. La Bretagne sera à la merci de pareilles opérations tant qu'elle ne possèdera pas un POUVOIR POLITIQUE capable d'empêcher de semblables déménagements et d'imposer des restructurations conformes à nos besoins. En effet il n'y aucune raison pour que la centralisation hexagonale jointe à l'action du libéralisme économique cesse subitement son oeuvre de destruction de l'économie bretonne. L'économie doit être au service de l'homme et non le contraire. Pour cela le politique doit primer l'économique.

Et ce n'est pas la construction des fameuses routes à quatre voies qui modifiera la tendance actuelle de centralisation dans la région parisienne et l'est, contrairement à ce que peuvent croire les notables du Célib, ces éternels mendiants. Pourquoi oblige-t-on la Bretagne à regarder vers Paris ? Si notre pays a une frontière terrestre, il possède également trois frontières maritimes que l'on oublie systématiquement en haut lieu. On nous a incorporé dans l'économie continentale de la France qui ne pouvait être que mortelle pour un pays maritime. La colonisation économique que nous subissons est le fruit direct du cadre juridique dans lequel nous vivons. Quand nous déciderons-nous à prendre nos affaires en main ?

GWIR VRO

PAR ERIC LE NAOUR

Un peu plus étendue que la Belgique ou la Hollande; un peu moins grande que la Suisse ou le Danemark; un peu plus peuplée que le Pays de Galles ou de l'Irlande; un peu moins peuplée que la Norvège ou la Finlande, la Bretagne, avec ses 35 000 km² et ses 3 millions 300 000 habitants, est un petit pays.

Elle n'a pas de pétrole comme la Libye ou le Koweït; pas de canal, comme l'Égypte ou Panama; pas de bauxite comme la Jamaïque ou la Guyane; pas de plantations comme Cuba ou la Malaisie; pas de tripots comme Singapour ou Hong-Kong. Elle n'intéresse ni "Esso Standard", ni le "British Petroleum", ni la "Shell Oil Company". Elle n'a pas de timbres, pas de monnaie, pas d'émetteur radio comme Andorre ou Monaco, ni même de frontière sur la carte, comme la dernière des républiques d'Amérique centrale. Dans le monde, qui donc connaît son nom ?

La Bretagne a disparu dans les brouillards opaques de l'oubli.

Son histoire est celle d'une déchéance : d'abord royaume, puis duché indépendant, puis province "réputée étrangère", elle est devenue "quelque chose à l'ouest de Paris".

Certes, l'idée bretonne a fait son chemin. A l'époque de "Breiz Atao", l'écrivain bretonnant Jakez Riou, alors au service militaire, devait se battre dans sa chambrée pour empêcher les Français de contraindre les Bretons dociles à chanter en chœur : "les pommes de terre pour les cochons, les épluchures pour les Bretons ..."; cette chanson injurieuse a disparu des casernes françaises ! Les "bleus" qui naguère cachaient leurs origines bretonnes et se disaient "de l'ouest" ou "du côté de Nantes", se montrent aujourd'hui d'une susceptibilité telle que les imprudents qui débilitent la Bretagne s'attirent de gros ennuis ... Un certain snobisme breton, propageant "Bzh" et "gwenn ha du" de l'Elorn à la Loire est partout visible; pourtant il ne dépasse que rarement le niveau d'un "folklore régionaliste" et nos compatriotes donnent toujours l'impression de ne rien savoir de leur pays. Ils n'ont pas encore retrouvé la mémoire de leurs racines; leur passé national n'est pour eux qu'un vide vertigineux, dépourvu de signification, et ils vivent dans le présent ballottés par des courants contraires. L'esprit obsédé par des images de la vie française, ils circulent d'Armor en Argoat en somnambules, sans voir, sans comprendre que la Bretagne est un pays, est leur pays, leur vrai pays, leur seul pays.

A moins d'être nés dans une famille "nationaliste", et d'avoir eu le privilège de recevoir une éducation bretonne dès l'enfance, tous ceux qui mènent une action bretonne ont découvert un jour la Bretagne, la plupart du temps "par hasard"... La lecture d'une Histoire de Bretagne, trouvée "par hasard"... une discussion avec un militant breton rencontré "par hasard"... la lecture d'une publication bretonne achetée "par hasard"... ont souvent suffi pour déclencher une vocation bretonne, et pour catalyser des énergies latentes et jusque là simplement pressenties. Chacun d'entre nous aurait sa propre histoire à raconter. Les chemins les plus inattendus mènent à la Bretagne, mais une constante demeure : l'ampleur des métamorphoses subies. Quelques mois peuvent suffire pour transformer un "français comme les autres" en "breton intégral"; quelques mois où l'on est saisi par une soif intense de connaître, et où l'on voudrait d'un coup rattraper le temps perdu. Mais bien vite on se rend compte que la "bretonnité" ne peut se reconquérir que pas à pas, au fil des années, et par un effort constant, tellement nous avons été "arrachés à nous-mêmes".

Toujours suspectée, toujours incomprise, souvent moquée, parfois maltraitée, toujours gouvernée de l'extérieur depuis des générations, la Bretagne contemporaine est bien délabrée par rapport à ce qu'elle fut et bien insignifiante par rapport à ce qu'elle pourrait être. Cependant, lorsque l'on songe aux tourmentes qu'elle a dû traverser, aux brimades qu'elle a dû subir, aux mauvais traitements qu'elle a dû affronter, l'on reste stupéfié que la Bretagne n'ait pas encore disparu en tant qu'entité

nationale distincte. Il suffit de se montrer capable de regarder derrière le masque superficiel de la francisation.

La Nation bretonne n'est point née dans la cervelle d'un traître, ni d'un conspirateur, ni d'un provocateur, ni d'un illuminé, ni d'un malade au bord de la crise nerveuse. Elle est née le jour où le premier immigrant breton a posé le pied sur le sol d'Armorique, après avoir traversé la Manche, tout comme l'Angleterre est née le jour où le premier angle ou saxon a posé le pied sur le sol des îles britanniques, après avoir traversé la Mer du nord. On connaît le jour, l'heure, la seconde, où le premier homme a posé le pied sur la lune. On ne sait même pas quelle année les premiers immigrants bretons se sont établis en Armorique. Mais cet événement restera toujours plus cher à nos cœurs que l'exploit d'Armstrong, Aldrin et Collins. Il nous importe peu de savoir le pourquoi de la colonisation de l'Armorique, et quand celle-ci a commencé; ce qui est fondamental (et ce seul), c'est qu'aux V^e et VI^e siècles, l'immigration bretonne a bouleversé le destin de la péninsule et provoqué la genèse de la nation bretonne, tout comme l'implantation des Angles et des Saxons à la même époque, dans les îles britanniques, a provoqué la naissance de la nation anglaise. De nos jours personne ne conteste l'existence d'une nation anglaise, car l'Angleterre a réussi à préserver son indépendance. Demain personne ne contestera l'existence d'une nation bretonne, car la Bretagne aura réussi à devenir autonome. La construction de l'Europe l'exige. Les Nations qui vivent ont toujours raison, celles qui meurent ont toujours tort. C'est une loi qui ne souffre aucune exception.

Ethnie et histoire, tels sont les deux éléments constitutifs de la nationalité bretonne. Sans ethnie bretonne née de la fusion des nouveaux venus d'Outre-Manche et des autochtones armoricains, il n'y aurait pas de Bretagne. Sans une continuité historique de mille ans, menant des premières migrations à la défaite de Saint Aubin du Cormier (1488), puis au Traité d'Union de 1532, il n'y aurait plus de Bretagne. Au temps de son indépendance, la Bretagne était une ethnie qui avait su se constituer en Etat national.

L'émigration des Bretons insulaires vers l'Armorique, échelonnée sur deux siècles se fit sans plan d'ensemble. Les familles se groupaient autour d'un moine ou d'un chef ("tiern"), et la flotille traversait la Manche (qu'en breton l'on appelle "mor Breizh" = "mer bretonne"). Les nouveaux venus s'installaient et se groupaient autour de chefs puissants; ainsi naquirent les premières principautés bretonnes. La toponymie de notre pays témoigne encore aujourd'hui de ce lointain peuplement, bien que nos compatriotes, arrachés à eux-mêmes, aient perdu toute idée de la signification profonde des noms de villages, des bourgs ou des villes qu'ils habitent. Les immigrants bretons parsemèrent leur nouvelle patrie d'ermitages ("loc") et de monastères ("lann") qui donnèrent naissance à des bourgades. De même les "plou". Tous les lieux dont le nom commence par "plou", "plo", "plé", "pleu", "plan", "plu", "lan", "loc", doivent leur origine à l'antique organisation de la société celtique. On pourrait multiplier les exemples à l'infini, car l'essentiel de la toponymie de la Basse-Bretagne est d'origine insulaire; en Haute-Bretagne également les noms de lieux attestant cette filiation abondent. Il ne faut jamais oublier qu'au IX^e siècle, la bretonnisation du Haut Pays était en cours, et qu'à cette époque l'on parlait breton de la Loire au Mont Saint-Michel.

Le groupe familial était une des bases de la société bretonne nouvellement installée dans la péninsule. De nombreux noms bretons en perpétuent le souvenir. C'est le cas de tous les noms commençant par "ab", forme simplifiée de "mab" = "fils" ... "abYann" signifie donc "fils de Jean" ("abJean" sous la forme francisée). Chez nous les AbGrall, les AbYann, les AbHamon, ... abondent. Il en serait de même au Pays de Galles, si les Anglais n'avaient pas mis le nez dans l'Etat-civil gallois. En Ecosse, les "ab" deviennent "Mac", et "O" en Irlande. Ces survivances montrent à quel point le lien héréditaire était fondamental dans l'ancienne civilisation celtique.

Aujourd'hui encore, n'est-on pas Breton, parce que le père était Breton, et Breton le père du père ? Certes il y aura toujours des gens d'origine non-bretonne, qui, établis en Bretagne, finissent par se sentir "Bretons d'adoption" et par y planter leurs racines. Mais en Bretagne, ces "assimilations" n'ont jamais connu qu'un caractère extrêmement limité, sans aucune mesure avec ce qui se passe actuellement en France, où n'importe qui peut se faire naturaliser Français. La mélasse cosmopolite de la vie parisienne nous en offre un triste spectacle. Il est vrai que la France l'a bien cherché puisqu'elle considère que Tahiti est terre française, tout comme le parvis de Notre-Dame, et que les plantations de canne à sucre de la Martinique, ou les forêts de Guyane où se perdit l'explorateur Raymond Maufrais sont aussi françaises que le Vendômois chanté par Ronsard ou les forêts de Sologne où chassaient les rois de France.

Voilà pourquoi on put lire un jour dans "Breizh Atao" cette apostrophe cinglante :

" EST FRANCAIS QUI VEUT, EST BRETON QUI PEUT ! "

Peuplant, défrichant, guerroyant, étendant régulièrement leurs frontières vers l'est, les premiers Bretons furent un peuple conquérant. Longtemps divisé, ils reconnurent pour la première fois Nominoë comme chef unique, face à un danger commun : le péril franc. Ils mirent leurs dangeureux voisins en déroute à la bataille de Ballon en 845. La conquête des comtés de Rennes et de Nantes assura désormais la protection de la péninsule bretonne. A la mort de Nominoë, le territoire breton avait déjà atteint les limites que nous lui connaissons actuellement. Les conquêtes de ses successeurs en direction de la Normandie, du Poitou, et de l'Anjou, furent éphémères, et, lorsqu'au X^e siècle, Alain Barbe Torte chassa les Normands de Bretagne, libéra le pays et fonda une nouvelle dynastie, les limites du duché restèrent telles qu'elles étaient à la mort de Nominoë, et telles qu'elles se présentent encore maintenant.

Les ducs de Bretagne jalonnèrent la frontière de forteresses; la ligne de défense de l'est était formée par les seigneureries de Dol, de Fougères, de Vitré, de La Guerche, de Châteaubriant, d'Ancenis, de Vertou, de Clisson, de La Benastre et de Retz. Il est significatif que les premiers ducs placèrent à la tête de ces fiefs des seigneurs de pure ascendance "bretonne insulaire", comme en témoignent les noms; citons : Harscouët à Retz, Manguinoë à La Guerche, Rivallon à Vitré, Guethenoc à Ancenis, Main à Fougères, Brient à Châteaubriant, ... Cette vigilance constante devait assurer à la frontière bretonne une stabilité remarquable. L'actuelle Bretagne intégrale, dite des "cinq départements", pour laquelle nous luttons en 1969, est donc un héritage historique de près d'un millénaire. Cette stabilité ne manque pas de frapper l'observateur; on peut affirmer que la frontière bretonne compte parmi les plus précoces et les plus stables des frontières européennes. La Bretagne s'oppose en cela radicalement à la France, état dont les limites ont varié et varient à chaque génération. La Savoie et Nice furent annexés à la France de Napoléon III en 1860. En 1917, Metz et Strasbourg étaient toujours des villes de l'Allemagne de Guillaume II. Et en 1945, la République française profitait de la défaite de l'Italie pour grignoter quelques kilomètres de frontière sur le versant italien des vallées alpines ...

Les premiers princes bretons, puis, les quelques rois de la dynastie fondée par Nominoë au IX^e siècle, furent des guerriers, et non point des "boy-scouts". La Bretagne, comme toutes les nations européennes que nous connaissons, fut taillée à coups d'épée à une époque tourmentée, brutale, nerveuse, instable, souvent mal connue, mais bouillonnant toujours d'une vie intense. Mais dès que notre pays eût trouvé son profil d'équilibre, et qu'Alain Barbe Torte eût restauré la dynastie bretonne, les princes bretons brillèrent davantage par leur sagesse et leur habileté politique que par leurs exploits guerriers. A l'inverse des Capétiens, ils ne visaient pas à étendre à chaque génération les limites de leur "pré-carré", mais à préserver intact le patrimoine national breton, à garder notre pays en paix et à lui éviter une domination étrangère.

A la fois convoitée par l'Angleterre et la France, la Bretagne mena une politique habile, mais de plus en plus périlleuse. Nous la voyons tantôt s'appuyer sur l'Angleterre pour se protéger de la France; tantôt chercher appui en France dès que l'Angleterre menace; tantôt chercher à concilier les deux nations ennemies (sous Jean V). Face aux périls extérieurs, un sentiment national précoce naquit en Bretagne, liant étroitement le peuple breton à la politique de ses ducs.

Mais l'heure fatale avait sonné. La France était devenue trop puissante et la Bretagne nationale devait succomber à la bataille décisive de Saint Aubin du Cormier en 1498, au cours de laquelle 6000 soldats bretons trouvèrent la mort. Quelques semaines plus tard, le duc François II mourut de chagrin. La brèche était ouverte qui devait conduire au "Traité d'Union de 1532".

Le drame de la Bretagne est d'avoir eu pour voisin immédiat un pays trop puissant. Son histoire présente en cela de frappantes similitudes avec l'Ecosse, qui a mené pendant des siècles une lutte désespérée pour échapper à la main-mise anglaise. Anne de Bretagne est le symbole de la résistance bretonne à la domination française.

Si la Bretagne n'avait été qu'une simple construction statique, elle aurait disparu en même temps que son Etat, pour se confiner dans le réduit bas-breton. Or, ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Il faut bien admettre que l'on se proclame aujourd'hui encore tout autant breton à Ancenis qu'à Douar-nenez, à Dol qu'à Tréguier, et que pas une seule de nos grandes villes ne se veut autant bretonne que Nantes. La Bretagne forme donc un tout complet, unissant indissolublement le Haut et le Bas Pays. Le patriotisme breton est même souvent bien plus vif en Haute-Bretagne qu'en Basse-Bretagne, sans doute parce que la bretonnité des Hauts Bretons est la plus menacée; il est significatif que les fondateurs de "Breiz Atao" étaient tous Hauts Bretons. Morvan Marchal signait même ses premiers articles : "Morvan Marchal, Breton des marches".

Il ne faut surtout pas voir dans nos propos la résurrection d'un esprit de clocher, romantique et fanatique. Nous voulons simplement livrer à nos lecteurs quelques réflexions sur notre nationalité bretonne.

Nous ne dirons jamais que notre journal ne mène absolument pas une politique "anti-française". Certes, nous avons souvent des mots très durs envers la politique française à l'égard de notre pays; mais nous pensons que nous autres, Bretons, sommes les premiers coupables, car jusqu'à présent, nous avons été incapables de reprendre les leviers de commande de notre pays. Il ne servirait à rien d'accuser la France de tous nos maux; ce serait une attitude négative; une attitude d'impuissants, qui consisterait à donner tous les torts à la France pour nous attribuer gratuitement un brevet d'excellence et cacher notre propre nullité; solution très commode qui permettrait aux lavettes de se prendre pour des héros et qui dispenserait de tout effort.

Il est très important que les Bretons s'affirment ennemis, non pas de la France et des Français, mais de tous ceux qui -en Bretagne comme en France- cherchent à abaisser notre peuple et à nous arracher notre nationalité.

Voilà exactement notre position. Bien loin de haïr la France, nous l'aimons et l'admirons chez elle (tout est là). Nous pensons que sa culture et sa civilisation comptent parmi les plus prestigieuses d'Europe. Autant nous aimons la France de Montaigne, de Rabelais et de Molière, autant nous détestons la France universaliste et jacobine.

Bien loin de vouloir "détruire la France", nous souhaitons au contraire que la France véritable (celle qui va jusqu'au Douesnon, et pas jusqu'à Brest), "née autour de Saint Denis et forgée par ses comtes et ses rois" se ressaisisse, renonce à l'indifférenciation, retrouve ses racines, son âme authentique.

Le règne du tricolore arrive au bout du rouleau. La Marseillaise sonne faux. La politique de "grandeur" du Général ne gonflait plus d'orgueil que les ratapolls. Les leçons de patriotisme de l'armée française font "couac". Les cinquante millions de citoyens de l'Etat français vivent dans une atmosphère de "Belle époque", au jour le jour, vite, très vite, avant que tout "ne se casse la gueule".

Georges Pompidou, maître de cette France-là, conviait à dîner un groupe de parlementaires, au début du mois de septembre. Lisons attentivement quelques lignes du compte-rendu publié par l'EXPRESS du 8 septembre.

"Le Président de la République, d'abord, met son air tranquille. Il vient de repousser son assiette où reste un peu de sorbet à la fraise. Il écoute ses convives qui parlent spectacles : "Hair" et "O Calcutta". C'est la mode ...".

Voilà donc de quoi l'on s'occupe dans l'entourage de M. Pompidou, premier personnage de l'Etat français, hexagonal, tricolore et jacobin. C'est peut-être cela la "nouvelle société", chère à M. Chaban-Desmas.

Nous approchons de la faillite généralisée d'un système. Tout le monde le pressent; depuis le tourneur de chez Renault jusqu'au professeur d'Université. Un replatrage ne suffira plus. Il faut voir NEUF. Il faut avoir une vision révolutionnaire.

Nous autres, nous voulons édifier une Bretagne nationale. C'est clair.

Mais dans l'hexagone, il n'y a tout de même pas que la Bretagne, le Pays Basque, l'Alsace, la Corse, le Catalogne et la Flandre ! Il y a aussi la France véritable dans les limites de son ethnie naturelle. Il faut bien voir que des cendres d'un hexagone moribond, cette France-là peut jaillir à la lumière, après avoir renoué avec sa plus ancienne tradition et insufflé à sa jeunesse un autre idéal que celui de l'invasion par la drogue. Que les Français retrouvent leurs racines, comme nous voulons retrouver les nôtres, et ils bâtiront eux aussi une nation régénérée.

Chacun chez soi; la France aux Français; la Bretagne aux Bretons; voilà la base d'une paix franco-bretonne.

Pour voir le jour, l'Europe fédérale que nous voulons édifier a besoin de tous les particularismes nationaux qui la composent. Il n'y aura pas pour nous d'Europe fédérale sans renaissance bretonne.

Bretagne, Europe, deux thèmes dynamiques, deux thèmes révolutionnaires. La construction de l'Europe des ethnies implique la disparition des états nationaux hérités du XIX^e siècle. C'est une question de temps.

Il ne tient qu'à nous que par un patient travail d'explication politique et par la constitution d'une puissante structure militante, les jeunes fassent de cette idée-choc leur idéal. La victoire passe par ces impératifs.

PRESSE - PAPIERS

Les Bretons se rendent compte de plus en plus clairement que leur pays a été et est toujours sacrifié, que leurs intérêts matériels et moraux ont été et sont toujours bafoués, que les promesses qui leur ont été faites n'ont pas été tenues, qu'on continue à leur en faire et qui connaîtront le même sort. Beaucoup s'aperçoivent que les gouvernants travaillent en réalité à une sorte de liquidation physique de la Bretagne - et on connaît un ministre qui l'a avoué dans un moment de franchise-. Cette liquidation, nos compatriotes saisissent maintenant qu'on y travaille non seulement en obligeant une très large partie de la jeunesse bretonne à émigrer pour vivre, mais aussi en effaçant la personnalité de notre pays, en étouffant sa langue et sa culture, en entretenant chez nous une méconnaissance de notre propre situation, de nos problèmes, de nos chances d'avenir.

(Ar Falz, n° 2 - 1969)

Le progrès déraille, car on ne progresse vraiment qu'en restant soi-même : le ressort créatif prend ses racines dans un vieil inconscient collectif, une structure mentale que les millénaires, des siècles et des siècles de sélection ont formée.

D'où la nécessité de l'enracinement. Chaque peuple, quel qu'il soit, où qu'il soit, a le droit de s'enraciner, de revenir à ses sources vives. C'est vrai pour les Bretons, les Flamands, les Gallois ou les Bambaras. C'est vrai pour les Basques en Espagne, et les Tatars en Crimée. De même faut-il suivre avec sympathie les efforts de ces Noirs américains, de plus en plus enclins à rejeter les chimères d'une intégration illusoire, qui n'est en dernière analyse qu'une atteinte à la personnalité (celle de l'intégrant et celle de l'intégré), pour retrouver leur identité propre.

(Nouvelle Ecole, n° 9 - juin 1969)

Nos gaullistes - et qui dit gaulliste dit nationaliste français - se trouvent devant une cruelle alternative dont le premier terme les blesse dans leurs convictions politiques et le second dans leurs sentiments nationalistes.

En effet : ou bien le régime de la V^o et ses hommes ne valaient rien ou bien ils étaient les meilleurs que l'on puisse imaginer, mais dans ce cas ce sont ses structures politiques, administratives, économiques qui interdisent à la France de sortir de son sous-développement. C'est ce que nous ne cessons de répéter dans ce journal : quelque soit le régime et quelques soient ses hommes, l'hexagone ne pourra guérir de sa sclérose tant que seront maintenues des organisations qui datent de Napoléon.

M. Pompidou nous a prévenu : le développement industriel est le facteur prioritaire; ni influence ni audience dans le monde si l'intendance ne précède pas. Or dans l'hexagone, sur 21 régions économiques, 18 sont sous-développées ou en voie de développement. Toutes les tentatives de décentralisation ont échoué et il ne pouvait en être autrement; il ne suffira même pas, pour qu'elles réussissent d'ouvrir des voies de communication modernes et de résoudre la crise du téléphone. Pour ressusciter les régions, la condition nécessaire est de les soustraire aux décisions d'une administration centralisée régie par une technocratie aberrante et de leur accorder la plus large autonomie possible, c'est-à-dire de les mettre en face de leurs responsabilités.

L'Etat devrait comprendre que la province ne peut être gouvernée comme une colonie placée sous l'autorité d'un agent du pouvoir parisien, le préfet, et qu'il lui faut, dans tous les domaines qui sont de la compétence des régions, abandonner sa souveraineté à leur profit. Ne nous faisons pas beaucoup d'illusion : l'Etat ne le comprendra pas, ou plutôt il ne voudra pas le comprendre mais la pression des faits se fera de plus en plus forte et vous verrez qu'ils finiront par nous donner raison.

(Enbata, n° 133 - 9 octobre 1969)

C'est le devoir, et la tâche, des organisations bretonnes de faire comprendre au peuple breton que la mévente des produits agricoles, la crise de la pêche, le chômage, l'émigration, le démantèlement de la culture bretonne, ne sont que les divers aspects d'un seul et même problème : celui de la colonisation de la Bretagne. Et qu'au problème de la colonisation il n'y a qu'une seule solution : celle de la décolonisation. Dans une Europe fédérale, les Bretons doivent prendre en mains la direction de leurs propres affaires. A cette condition-là, et à celle-là seulement, la Bretagne sera sauvée. Le temps passe. L'Histoire ne repasse pas les plats.

(Ar Vro, n° 15 - septembre 1962)

La régionalisation semble enfin être un atout sérieux pour les partisans d'une Europe unie. Régionaliser ne signifie nullement se diriger vers une fragmentation féodale et rétrograde de l'autorité; au contraire, nous considérons que cela peut être un pas important réalisé en direction d'une Europe unie; si cette union européenne n'est pas toujours à l'heure actuelle facilement réalisable dans les esprits, c'est en grande partie à cause du mythe de l'Etat national déifié que beaucoup refusent de renier. Or le fait qu'une partie des pouvoirs de l'Etat passe aux régions, le fait aussi que des régions puissent se constituer à cheval sur deux nations actuelles, contribuent à détruire ce mythe de l'Etat national et du même coup favorisent l'idée européenne.

(Socialisme européen, n° 12 - septembre 1969)

La rentrée littéraire bretonne s'ouvre avec un ouvrage de Jean Bothorel : "la Bretagne contre Paris" paru à La Table Ronde de Combat. Au cours d'un itinéraire tourmenté qui devait le conduire du cabinet d'Yvon Bourges à la Santé, Jean Bothorel eut le temps d'assumer la rédaction en chef de "Bretagne-Magazine" et de porter les couleurs du "Front Breton" aux législatives de juin 1966 à Rennes-nord.

A un moment où de plus en plus de gens s'intéressent à la question bretonne, ce livre arrive à point pour leur fournir des éléments d'explication qui leur permettront de mieux comprendre le combat d'aujourd'hui. Nous avons besoin d'un ouvrage de vulgarisation abordable par le grand public : "la Bretagne contre Paris" répond à ce besoin et sera certainement appelé à connaître un succès de librairie.

Après avoir procédé à un tour d'horizon des "mystifiés du tricolore" (ils abondent), Bothorel montre que "l'aménagement du territoire qui invoque des idées d'équilibre, d'harmonie, se trouve en contradiction flagrante avec les tendances de l'économie capitaliste qui procède de la concentration, donc de pôle d'attraction". Idée fondamentale, à notre sens, car -on ne le soulignera jamais assez- les intérêts économiques de la Bretagne et ceux du Marché commun sont fondamentalement antagonistes. Si la Bretagne doit regarder vers la mer, à Bruxelles on fait en sorte de tout regrouper (production et consommation) en Lotharingie, épine dorsale des six pays de la C.E.E.

Aux notables bretons qui passent leur temps à mendier quelques crédits aux bureaucrates parisiens, il est répondu sans équivoque : "la Bretagne n'ayant plus rien à attendre de l'intervention parisienne, elle doit se décider à ne plus rien exiger. A devenir autonome et conduire son propre destin".

En brossant les perspectives d'avenir que pourrait connaître une Bretagne autonome, Jean Bothorel se borne à considérer le cadre hexagonal qui est -comme chacun sait- parfaitement dépassé en 1969. L'heure est à une Europe fédérale qui permettra à la Bretagne d'être elle-même, tout en lui faisant bénéficier des avantages qu'offrent un état d'une taille capable de satisfaire aux exigences du monde d'aujourd'hui. La Bretagne doit être une de ces nations fédérées.

Evidemment ce pamphlet ne pouvait que satisfaire à la mode "démocratique" du moment. Jean Bothorel croit à un législatif breton élu au suffrage universel. Ne risquerions-nous pas de retrouver dans ce Palais-Bourbon breton tous les fossiles que nous aimerions voir enterrer à tout jamais ? Quant à l'exécutif qui serait issu de ce marais, il serait facile, dès maintenant, d'en prévoir la composition. Qu'il y aurait-il alors de change ? Bon vent à "la Bretagne contre Paris".

" ANNUAL BOOK OF THE CELTIC LEAGUE "

L'édition 1969 est parue. On y relève les signatures de Gwynfor Evans, Yann Fouéré, Alan Heusaff, C. Canevet. (Celtic League, 9 Bothar Gnoc Sion, Baile Atha Cliath 9, Eire)

BRETAGNE ACTION

BOITE POSTALE 252 = 35 - RENNES-13ZH

ABONNEMENTS ANNUELS

lire Bretagne-action, c'est bien ;
s'y abonner, c'est mieux.

lycéen	:	5 F	ordinaire	:	10 F
de sympathie	:	20 F	de soutien	:	50 F

mandat-lettre + mandat-carte + virement postal (3 volets) + chèque bancaire
compte-chèque postal "Bretagne-Action" : n° 2636 - 17 Rennes